PROGRESSION DES EXTRÊMES DROITES EN AMÉRIQUE LATINE

L’université de Rouen Normandie est partenaire de The Conversation*, média en ligne proposant du contenu d’actualité élaboré avec des universitaires. À travers cette rubrique, retrouvez les articles de nos collègues.*

Les dictatures militaires des années 1960 ou 1970 étaient arrivées au pouvoir par la force ; aujourd’hui, c’est dans les urnes que, dans plusieurs pays d’Amérique latine, des formations qui en sont souvent ouvertement nostalgiques sont parvenues au sommet. Un phénomène en pleine expansion, alors que le continent avait connu une vague de gauche dans les années 2000 et 2010.

Radiographie de la progression des extrêmes droites en Amérique latine

Depuis une décennie, les partis d’extrême droite connaissent une progression fulgurante en Amérique latine. Au pouvoir dans la principale puissance de la région, le Brésil, entre 2018 et 2022 avec Jair Bolsonaro, ces forces politiques gouvernent actuellement l’Argentine (Javier Milei), le Chili (José Antonio Kast) et le Salvador (Nayib Bukele). Elles pourraient également bientôt arriver aux affaires dans plusieurs autres pays de la région. État des lieux.

Trois pays déjà gouvernés par l’extrême droite

Définir l’extrême droite est toujours complexe. Il ne s’agit pas d’une catégorie scientifique mais d’un terme d’usage courant, au contenu relatif dans le temps et dans l’espace, d’une société donnée, constituant souvent la fraction la plus déterminée à assurer le maintien de l’ordre social par la force, au besoin en écrasant les subalternes par les méthodes les plus répressives.

Ainsi, en Argentine, la thématique la plus mise en avant par Javier Milei est celle du libertarianisme économique et de sa volonté de « massacre à la tronçonneuse » des services publics.

Au Chili, selon un schéma qui est le plus semblable à ce qui se passe en Europe, c'est la xénophobie anti-Vénézuéliens, accusés d'être responsables de l'augmentation – pourtant modeste – de l'insécurité, qui est le moteur du vote Kast.

Au Salvador, c'est une politique punitiviste aboutissant au plus haut taux d'incarcération du monde, quitte à porter atteinte aux droits humains, qui a fondé la popularité de Nayib Bukele.

Une dynamique continentale

Au-delà de ces cas, la dynamique des extrêmes droites latino-américaines se retrouve dans les autres pays de la région. En Uruguay, le parti Cabildo Abierto, aujourd'hui en déclin mais qui a obtenu 11 % lors des élections générales de 2019, constitue une réaction face aux avancées progressistes du gouvernement de centre gauche du Frente Amplio en termes de genre et de sexualité. De 2020 à 2025, il s'est agi du premier cas en Amérique latine de participation gouvernementale de l'extrême droite à un gouvernement dirigé par la droite, avec les portefeuilles de la santé publique et du logement, tout en étant décisif pour atteindre une majorité parlementaire.

Au Venezuela, la Prix Nobel de la paix, María Corina Machado, a toujours été le visage le plus radical de l'opposition au chavisme. Ce n'est pas sur des enjeux de genre et de sexualité qu'elle se distingue, mais par ses méthodes pour mettre fin au chavisme (l'appel à une intervention extérieure contre son propre pays), son anticommunisme viscéral (alimenté par son rejet du chavisme), son libéralisme économique intégral (rompant avec le traditionnel interventionnisme des politiques au Venezuela) et ses circulations internationales (affichant sa servilité à l'égard de Donald Trump et maintenant son adhésion à des dirigeants comme le président chilien José Antonio Kast – deux leaders qui criminalisent pourtant les migrants vénézuéliens sur leur sol).

Les échéances de l'année 2026 sont décisives pour la dynamique des extrêmes droites latino-américaines. En Colombie, les 31 mai et 21 juin, les électeurs auront la possibilité d'opter pour la continuité de la première présidence de gauche du pays, celle de Gustavo Petro (élu en 2022), en élisant celui qui est pour l'heure le favori, Iván Cepeda. Ses deux

principaux rivaux sont Abelardo de la Espriella, avocat connu pour avoir défendu des paramilitaires d'extrême droite et des narcotrafiquants, aux déclarations polémiques sur la réduction des prérogatives de l'État et la lutte contre l'avortement ; et Paloma Valencia , représentante du parti de l'ancien président Álvaro Uribe, le mal nommé Centre démocratique, parti de la droite dure colombienne.

Au Pérou, ce printemps également, l'élection présidentielle pourrait voir la victoire d'un candidat issu des forces les plus à droite du spectre politique. Keiko Fujimori, fille de l'ancien dirigeant autoritaire Alberto Fujimori condamné pour ses multiples violations des droits humains, qui a déjà échoué au second tour des trois dernières élections présidentielles (2011, 2016, 2021), est arrivé en tête du premier tour avec 17,05 % des suffrages exprimés. L'ancien maire de Lima Rafael López Aliaga, adepte d'un punitivisme observé ailleurs en Amérique latine, malgré un piteux bilan sécuritaire à l'échelle municipale, a récolté 11,9 % des votes, échouant à se qualifier pour le deuxième tour, à quelques milliers de voix derrière le candidat de gauche, Roberto Sánchez.

Enfin, l'enjeu le plus important au vu de la taille du pays aura lieu en octobre lors du scrutin présidentiel brésilien où Flávio Bolsonaro, fils aîné de l'ancien président condamné à vingt-sept ans de prison pour tentative de coup d'État, est au coude-à-coude avec Lula dans les intentions de vote.

Des partis alignés sur Washington

Cette montée en puissance est récente. L'extrême droite ne constituait pas jusqu'à il y a encore quelques années une force électorale influente en Amérique latine. Si l'on pouvait clairement relier les gouvernements autoritaires des années 1970 professant un terrorisme d'État – du Chilien Pinochet à l'Argentin Videla, en passant par le Paraguayen Stroessner, l'Uruguayen Bordaberry et le Bolivien Banzer – à ce courant par sa violence et son anticommunisme, leurs dirigeants n'étaient pas arrivés au pouvoir par la voie des urnes. Par ailleurs, comme nous l'avons vu, ces extrêmes droites sont hétérogènes, mobilisant leurs électorats sur des enjeux propres à leurs problématiques nationales.

Si nous tentons de les comparer avec leurs homologues européennes, il apparaît qu'elles sont à la fois semblables et différentes. D'une part, elles partagent les thématiques de la sécurité, de rejet des préoccupations écologiques, de maintien des dominations de genre et de mépris des diversités sexuelles. D'autre part, la place géopolitique « dominée »

qu’occupe l’Amérique latine au sein du système-monde crée des différences fondamentales. Les extrêmes droites latino-américaines se sont souvent distinguées par leur suivisme à l’égard de la puissance états-unienne.

Le sommet « Bouclier des Amériques » convoqué le 7 mars 2026 par Donald Trump en Floride est l’illustration de cette tendance. Il est parvenu à rassembler les présidents déjà mentionnés de l’Argentine, du Chili et du Salvador, mais aussi leurs homologues d’une droite *a priori* plus modérée de Bolivie, du Costa Rica, de l’Équateur, du Honduras, du Panama, du Paraguay, de République dominicaine et de Trinité-et-Tobago.

Pourtant, depuis le retour de Donald Trump à la Maison-Blanche, la politique des États-Unis en Amérique latine n’est pas favorable aux Latino-Américains. La doctrine « Donroe », mot-valise entre le prénom du président états-unien et le nom de son lointain prédécesseur James Monroe (1817-1825), qui avait théorisé en 1823 l’objectif pour les États-Unis d’empêcher les influences extérieures sur le continent américain, promet de rétablir la tutelle d’Oncle Sam sur l’ensemble de la région.

Les présidents argentin et hondurien ont bénéficié de son ingérence pour emporter respectivement les élections législatives de mi-mandat et le scrutin présidentiel. Pour ne pas perdre le contrôle du Parlement, Javier Milei a accepté un prêt de 20 milliards de dollars (plus de 17 milliards d’euros) en échange d’un accord économique de subordination économique. Ces dirigeants semblent se mettre au service des États-Unis en dépit des complémentarités économiques avec la Chine. À long terme, ces politiques défavorables à leur propre pays pourraient devenir impopulaires auprès des Latino-Américains.

Pour ceux qui voudraient davantage de détails, un dossier de la revue *Recherches internationales* que j’ai coordonné vient de sortir sur ce thème. Vous pourrez y trouver des contributions sur les circulations intercontinentales et transatlantiques entre extrêmes droites, la configuration politique argentine, l’évangélisme au Brésil, les stratégies de diplomatie numérique de Nayib Bukele ou encore les recompositions de la droite colombienne.

Auteur

Thomas Posado, maître de conférences en civilisation latino-américaine contemporaine, *Université de Rouen Normandie*

Cet article est republié à partir de The Conversation sous licence Creative Commons. Lire l’article original.

Publié le : 2026-04-23 09:54:28